

Du côté du Brésil, entretien avec Gustavo Chianca

PPLUS DE 8 600 SALARIÉS, 2 221 chercheurs, 37 centres de recherche à travers le Brésil, l'Embrapa (www.embrapa.br), entreprise brésilienne de recherche agricole, coordonne le système de recherche agricole brésilien. Créée en 1973, elle est aujourd'hui une référence au niveau mondial. Son directeur, Gustavo Chianca, a bien voulu répondre aux questions de Grain de sel. Où l'on découvre un institut national dont les priorités et les préoccupations semblent porteuses des orientations sociales mises en avant par le gouvernement du président Lula da Silva.

GRAIN DE SEL : L'arrivée du gouvernement Lula se traduit-elle par de nouvelles priorités pour la recherche agricole brésilienne ?

GUSTAVO CHIANCA : Oui. Outre la poursuite des activités de recherche, développement et d'innovation visant à améliorer la compétitivité et la durabilité de l'agro-business brésilien, le gouvernement Lula a exigé de l'Embrapa une attention spéciale quant à l'agriculture familiale. Cette dernière représente 85 % des plus de 4 millions d'exploitations agricoles du Brésil et réunit presque 15 des 17 millions de personnes occupées par des activités agricoles. De plus il ressort parmi nos priorités :

- une préoccupation environnementale dans les actions de recherche pour préserver les terres des risques de dégradation et promouvoir un usage durable des ressources naturelles ;
- le développement et la validation des pratiques d'agriculture biologique et agroécologique ;
- l'intégration du concept de multifonctionnalité de l'espace rural et l'objectif de développement territorial dans les actions de recherche, principalement comme instrument d'intégration sociale.

GDS : La recherche peut-elle répondre aux attentes des différentes catégories de producteurs agricoles ?

GC : Elle le peut en effet, et cela doit être mis en place. Notre réponse à la question précédente donne des pistes de solution. L'Embrapa continue à faire de la recherche-développement pour améliorer la compétitivité et la productivité de l'agro-business. Ce-faisant,

grâce à la technologie et à l'innovation, elle soutiendra la base productive qui participe à hauteur de 40 % de la valeur de nos exportations qui contribuent au solde positif des comptes publics, facteur essentiel de stabilité économique du pays. D'un autre côté, privilégier la recherche pour les agriculteurs les plus pauvres c'est contribuer à intégrer cette partie importante de notre population rurale à la dynamique du marché, avec pour effet la création de revenus, d'emplois et de sécurité alimentaire. C'est également renforcer la capacité de ces agriculteurs à exploiter les ressources naturelles de façon durable.

GDS : L'Embrapa développe-t-elle une stratégie de recherche en coopération ? Quelle place accorde-t-elle aux collaborations et aux alliances avec les dispositifs de recherche dans les autres pays du Sud ? Existe-t-il de véritables enjeux communs au regard des disparités existant entre les agricultures ?

GC : L'Embrapa a une longue histoire de coopération avec les organismes nationaux et internationaux. Aujourd'hui, cette coopération se base sur trois piliers : préserver l'environnement, renforcer la viabilité économique des producteurs ruraux défavorisés et prendre en compte les spécificités culturelles des populations. Dans la coopération avec les autres pays du Sud, nous avons les programmes classiques d'organisations internationales officielles comme Procitropicos (programme de préservation de la forêt amazonienne) et Procecur (réseau des instituts nationaux de recherche agronomique du Mercosur) coordonnés par l'Institut interaméricain pour la coopération en agriculture (IICA).

L'Embrapa est reconnue principalement en Amérique latine et dans les pays d'Afrique comme l'une des grandes institutions de recherche détentrice de savoirs en agriculture tropicale. Nous avons reçu une forte demande de coopération de la part de ces pays, mais les modèles de coopération existant ayant démontré une faible efficacité, nous voulons développer d'autres formes de partenariats et de coopération. Parmi ces alliances stratégiques : des liens avec les pays du Mercosur en relation avec les produits stratégiques et de qualité visant le marché international. Nous conduisons un travail avec les

pays africains sur des thèmes touchant aux questions de sécurité alimentaire, agriculture familiale, valeur ajoutée, et les produits stratégiques d'exportation comme, entre autres, le coton.

GDS : Qu'en est-il du financement de la recherche publique ? Quel est l'impact des financements des entreprises sur les orientations et les priorités de la recherche ?

GC : Le budget de l'Embrapa pour le fonctionnement et l'investissement dans la recherche est de 223,3 millions de reais (61,82 M €) en 2004, fixé par la loi budgétaire du gouvernement et par des partenariats et accords avec d'autres organismes publics. Les ressources propres sont d'environ 38 millions de reais (10,52 M €) (vente de produits et services comme consultations, brevets et royalties représentant 20,7 % des ressources d'investissement et de fonctionnement de l'entreprise).

Nous tentons de préserver le caractère public de l'institution « en évitant de mettre sur le même plan les biens publics et les biens commercialisés par le secteur privé ». L'impact de la vente de produits et services ne pèse désormais pas lourd dans l'établissement des priorités de l'Embrapa. Ce qui pèse le plus ce sont les priorités de la politique gouvernementale pour les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, engageant fortement l'Embrapa dans le cadre des objectifs fixés par le plan pluriannuel 2004-2007 du gouvernement fédéral. ■